



SESSION ORDINAIRE 2020-2021

02 AVRIL 2021

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

**PROPOSITION DE DECRET ET
D'ORDONNANCE**

conjointes visant à modifier les décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises afin d'introduire une plus grande transparence dans l'usage des algorithmes dans les administrations

(déposée par Mme Céline FREMAULT (F))

Développements

L'ère numérique dans laquelle nous nous trouvons force davantage à l'utilisation d'applications numériques dans de nombreux domaines, les avantages sont multiples. Nos administrations ne sont pas en reste, l'intelligence artificielle permet principalement un gain de temps, un gain économique, évite souvent de nombreuses erreurs et facilite la tâche du personnel, nul doute, cette utilisation peut-être très bénéfique.

Cependant, ces applications numériques fonctionnent avec des algorithmes ou dit plus simplement, la prise de décision est assistée par ordinateur ou repose sur l'intelligence artificielle. Un algorithme est défini dans le Larousse comme : « *Un ensemble de règles opératoires dont l'application permet de résoudre un problème énoncé au moyen d'un nombre fini d'opérations. Un algorithme peut être traduit, grâce à un langage de programmation, en un programme exécutable par un ordinateur.* »¹.

GEWONE ZITTING 2020-2021

02 APRIL 2021

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

**VOORSTEL VAN GEZAMENLIJK
DECREET EN ORDONNANTIE**

houdende de wijziging van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen teneinde een grotere transparantie in te voeren in het gebruik van algoritmen bij de bestuurlijke overheden

(ingediend door mevrouw Céline FREMAULT (F))

Toelichting

Het digitale tijdperk waarin wij ons bevinden dwingt ons op vele gebieden gebruik te maken van digitale toepassingen, de voordelen zijn legio. Onze bestuurlijke overheden blijven niet achter, de artificiële intelligentie maakt vooral tijdswinst mogelijk, economische winst, vermijdt vaak veel fouten en vergemakkelijkt de taak van het personeel, dit gebruik kan ongetwijfeld zeer gunstig zijn.

Deze digitale toepassingen werken echter met algoritmen of eenvoudig gezegd, de besluitvorming is computerondersteund of gebaseerd op de artificiële intelligentie. Een algoritme wordt in de Larousse gedefinieerd als: « Een geheel van werkingsregels waarvan de toepassing het mogelijk maakt een gesteld probleem op te lossen door middel van een eindig aantal bewerkingen. Een algoritme kan, dankzij een programmeertaal, worden vertaald in een programma dat door een computer kan worden uitgevoerd. Een « algoritme » wordt door Van Dale gedefinieerd als een « *Systematisch stelsel voor het uitvoeren van rekenkundige bewerkingen en de volgorde daarvan* ». De definitie van « *logisch algoritme* » luidt: « *strikt technische redeneermethode die geen menselijke intuïtie vereist.* ».

1. Définitions : algorithme - Dictionnaire de français Larousse

Cela signifie qu'il n'y a pas forcément un référent humain derrière toutes les décisions. Ce n'est clairement pas un problème à condition qu'il y ait une plus grande transparence quant au fonctionnement de l'algorithme, les critères sur lesquels il fonctionne, trie et rend une réponse.

Bien qu'une grande partie de la population prenne de plus en plus l'habitude d'utiliser des applications fonctionnant avec des algorithmes, pour beaucoup, il subsiste un manque de confiance dans le fait qu'une machine rende certaines décisions et accomplisse certaines fonctions en pleine ou partielle autonomie.

Dans une déclaration du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe sur les risques de la prise de décision assistée par ordinateur ou reposant sur l'intelligence artificielle dans le domaine du filet de sécurité sociale de ce 17 mars 2021, on peut lire :

« Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, lors de sa 129^e Session (Helsinki, 17 mai 2019), a reconnu une fois de plus l'importance des droits sociaux sur tout le continent. Cela reste d'autant plus pertinent dans les circonstances actuelles, lorsque les droits sociaux deviennent affectés par l'utilisation des systèmes de prise de décision déployés par les autorités publiques et reposant sur l'intelligence artificielle (IA) ou l'apprentissage automatique.

Les systèmes de prise de décision assistés par ordinateur ou reposant sur l'IA peuvent offrir des avantages, sous la forme d'un service amélioré et plus rapide pour les individus. Ces systèmes peuvent également réduire les coûts administratifs, accroître la transparence, aider à la détection des anomalies ou des fraudes et réduire le risque de corruption. Toutefois, la technologie peut intégrer un « code » sur lequel il est possible de s'appuyer pour prendre des décisions qui, en fonction de ses caractéristiques ou de ses processus d'entraînement, pourraient être susceptible de réduire les droits et avantages des personnes, ou de les en priver à tort, empiétant ainsi sur la jouissance de leurs droits sociaux humains. Si l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique présentent des avantages pour le système, il faut s'assurer que les applications publiques sont équitables et que les valeurs éthiques sont appliquées pour tous sans causer de disparité en matière de cohésion sociale.

Un développement non réglementé de ces systèmes de prise de décision assistée par ordinateur ou automatisée, associé à un manque de transparence et à un contrôle public insuffisant dans le cadre de leur utilisation par l'administration des services sociaux, constitue des risques. De tels systèmes peuvent, s'ils ne sont pas développés et utilisés conformément aux principes de transparence et de sécurité juridique, amplifier les préjugés et accroître les risques. Cela peut entraîner un impact négatif plus grand pour les membres de la communauté qui se trouvent dans une situation de vulnérabilité. Dans ces circonstances, ils peuvent reproduire des schémas de discrimination bien ancrés, y compris à l'égard des femmes, et peuvent affecter les personnes occupant des emplois peu qualifiés et mal rémunérés.

Dit betekent dat er niet noodzakelijkerwijs een menselijk referentiesysteem achter alle beslissingen zit. Dit is duidelijk geen probleem zolang er meer transparantie is over hoe het algoritme werkt, de criteria op basis waarvan het werkt, sorteert en een antwoord verstrekt.

Hoewel een groot deel van de bevolking steeds meer gewend raakt aan het gebruik van toepassingen die met algoritmen werken, blijft er voor velen een gebrek aan vertrouwen bestaan in het feit dat een machine bepaalde beslissingen neemt en bepaalde functies geheel of gedeeltelijk autonoom uitvoert.

In een verklaring van 17 maart 2021 van het Comité van ministers van de Raad van Europa over de risico's van computerondersteunde of op artificiële intelligentie berustende besluitvorming inzake bescherming door de sociale zekerheid, luidt het:

« Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, lors de sa 129^e Session (Helsinki, 17 mai 2019), a reconnu une fois de plus l'importance des droits sociaux sur tout le continent. Cela reste d'autant plus pertinent dans les circonstances actuelles, lorsque les droits sociaux deviennent affectés par l'utilisation des systèmes de prise de décision déployés par les autorités publiques et reposant sur l'intelligence artificielle (IA) ou l'apprentissage automatique.

Les systèmes de prise de décision assistés par ordinateur ou reposant sur l'IA peuvent offrir des avantages, sous la forme d'un service amélioré et plus rapide pour les individus. Ces systèmes peuvent également réduire les coûts administratifs, accroître la transparence, aider à la détection des anomalies ou des fraudes et réduire le risque de corruption. Toutefois, la technologie peut intégrer un « code » sur lequel il est possible de s'appuyer pour prendre des décisions qui, en fonction de ses caractéristiques ou de ses processus d'entraînement, pourraient être susceptible de réduire les droits et avantages des personnes, ou de les en priver à tort, empiétant ainsi sur la jouissance de leurs droits sociaux humains. Si l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique présentent des avantages pour le système, il faut s'assurer que les applications publiques sont équitables et que les valeurs éthiques sont appliquées pour tous sans causer de disparité en matière de cohésion sociale.

Un développement non réglementé de ces systèmes de prise de décision assistée par ordinateur ou automatisée, associé à un manque de transparence et à un contrôle public insuffisant dans le cadre de leur utilisation par l'administration des services sociaux, constitue des risques. De tels systèmes peuvent, s'ils ne sont pas développés et utilisés conformément aux principes de transparence et de sécurité juridique, amplifier les préjugés et accroître les risques. Cela peut entraîner un impact négatif plus grand pour les membres de la communauté qui se trouvent dans une situation de vulnérabilité. Dans ces circonstances, ils peuvent reproduire des schémas de discrimination bien ancrés, y compris à l'égard des femmes, et peuvent affecter les personnes occupant des emplois peu qualifiés et mal rémunérés.

Des décisions automatisées biaisées et/ou erronées peuvent entraîner un dénuement immédiat, une extrême pauvreté ou même la perte de logement, et ainsi causer un préjudice, grave ou irréparable, aux personnes concernées. »².

En conclusion de cette déclaration, le Comité des Ministres attire donc l'attention des États membres sur plusieurs points dont les deux points suivants :

- « *la nécessité de veiller à ce que les systèmes de prise de décision assistée par ordinateur ou reposant sur l'IA soient développés et mis en œuvre conformément aux principes de sécurité juridique, de légalité, de qualité des données, de non-discrimination, et de transparence. Les connaissances et les compétences des utilisateurs de ces systèmes sont régulièrement améliorées ;*
- *une approche proactive visant à garantir que les personnes concernées par des décisions assistées par ordinateur ou reposant sur l'IA dans le domaine des services sociaux, en particulier les personnes en situation d'extrême pauvreté ou de vulnérabilité, puissent effectivement faire valoir leurs droits et demander réparation. À cet égard, une explication adaptée au contexte et au public spécifiques devra être fournie aux personnes concernées. Cette explication devrait au moins fournir les éléments nécessaires pour permettre à une personne de comprendre et de contester une décision qui a été informée ou prise par un système d'IA et qui affecte sa situation juridique ou sa vie de manière substantielle.* »³.

Ces recommandations appuient le besoin de transparence dans la prise de décisions administratives individuelles avec assistance de machines utilisant des algorithmes.

Notre proposition de décret et ordonnance conjoints vise à produire une plus grande transparence dans l'usage de ces systèmes d'intelligence artificielle dans les administrations publiques, en particulier quand ils sont utilisés pour prendre des décisions administratives individuelles.

Elle prévoit que si une administration utilise un traitement algorithmique (il peut s'agir d'une simple procédure, même non informatisée) et qu'à l'aide (partielle ou totale) de ce traitement, des décisions administratives individuelles sont prises envers des personnes physiques ou morales, alors cette administration doit remplir certaines obligations liées à la transparence des algorithmes.

Dans la continuité et toujours dans un souci de transparence quant à l'utilisation des données personnelles, nous proposons également la publication de l'analyse d'impact relative à la protection des données par les administrations publiques.

2. Détails du résultat (coe.int)
3. Détails du résultat (coe.int)

Des décisions automatisées biaisées et/ou erronées peuvent entraîner un dénuement immédiat, une extrême pauvreté ou même la perte de logement, et ainsi causer un préjudice, grave ou irréparable, aux personnes concernées. »¹.

Tot besluit van deze verklaring vestigt het Comité van Ministers dan ook de aandacht van de lidstaten op een aantal punten, waaronder de volgende twee:

- « *la nécessité de veiller à ce que les systèmes de prise de décision assistée par ordinateur ou reposant sur l'IA soient développés et mis en œuvre conformément aux principes de sécurité juridique, de légalité, de qualité des données, de non-discrimination, et de transparence. Les connaissances et les compétences des utilisateurs de ces systèmes sont régulièrement améliorées ;*
- *une approche proactive visant à garantir que les personnes concernées par des décisions assistées par ordinateur ou reposant sur l'IA dans le domaine des services sociaux, en particulier les personnes en situation d'extrême pauvreté ou de vulnérabilité, puissent effectivement faire valoir leurs droits et demander réparation. À cet égard, une explication adaptée au contexte et au public spécifiques devra être fournie aux personnes concernées. Cette explication devrait au moins fournir les éléments nécessaires pour permettre à une personne de comprendre et de contester une décision qui a été informée ou prise par un système d'IA et qui affecte sa situation juridique ou sa vie de manière substantielle.* »².

Deze aanbevelingen ondersteunen de behoefte aan transparantie in de individuele administratieve besluitvorming met behulp van machines die gebruik maken van algoritmen.

Ons voorstel van gezamenlijk decreet en ordonnantie beoogt een grotere transparantie bij het gebruik van deze artificiële intelligentiesystemen bij de bestuurlijke overheden met name wanneer ze worden gebruikt om individuele administratieve beslissingen te nemen.

Het voorziet erin dat een bestuurlijke overheid die gebruik maakt van algoritmische verwerking (dit kan een eenvoudige procedure zijn, zelfs niet-geautomatiseerde) en met behulp van deze verwerking (geheel of gedeeltelijk) individuele administratieve beslissingen neemt ten aanzien van natuurlijke personen of rechtspersonen, aan bepaalde verplichtingen moet voldoen in verband met de transparantie van de algoritmen.

In het verlengde van het bovenstaande en in het belang van de transparantie inzake het gebruik van persoonsgegevens, stellen wij ook voor dat openbare besturen de gegevensbeschermingseffectbeoordeling publiceren.

1. Détails du résultat (coe.int)
2. Détails du résultat (coe.int)

L'analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD – Data Protection Impact Assessment) est une procédure de contrôle fixée par l'article 35 du règlement [RGPD](#). Elle intervient lorsque le traitement de [données personnelles](#) par un organisme (privé ou public) est susceptible de présenter un risque important pour les droits et libertés des individus concernés par ce même traitement. C'est donc un outil majeur pour les établissements dont l'activité consiste à récupérer, analyser et stocker des données privées. Un outil qui permet à la fois de mettre en place un système de traitement de données personnelles plus vertueux, et de certifier de sa conformité avec la nouvelle réglementation RGPD (25 mai 2018).

Pour ce faire, nous introduisons trois nouveaux articles visant à modifier les décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises afin d'introduire une plus grande transparence dans l'usage des algorithmes dans les administrations.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Article 2

Cet article insère les articles 9/1 et 9/2 à la suite de l'article 9, dans la section I du chapitre II des décret et ordonnance conjoints sur la publicité de l'administration, de manière à assurer la transparence quant à l'utilisation d'algorithmes en publiant en ligne les règles définissant les principaux traitements algorithmiques utilisés dans l'accomplissement de leurs missions lorsqu'ils fondent des décisions individuelles. De plus, pour tout document administratif à portée individuelle, l'administration informe la personne faisant l'objet d'une décision individuelle prise sur le fondement d'un traitement algorithmique, à la demande de celle-ci, sous une forme intelligible et sous réserve de ne pas porter atteinte à des secrets protégés par la loi.

Article 3

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Céline FREMAULT (F)

De gegevensbeschermingseffectbeoordeling (*Data Protection Impact Assessment - DPIA*) is een controleprocedure die is vastgelegd in artikel 35 van de AVG. Er is sprake van wanneer de verwerking van persoonsgegevens door een (particuliere of openbare) instantie waarschijnlijk een aanzienlijk risico inhoudt voor de rechten en vrijheden van de personen op wie deze verwerking betrekking heeft. Het is dan ook een belangrijk instrument voor instellingen waarvan de activiteit bestaat in het opvragen, analyseren en opslaan van privégegevens. Een instrument waarmee zowel een deugdelijker systeem voor de verwerking van persoonsgegevens kan worden opgezet, als kan worden gecertificeerd dat het in overeenstemming is met de nieuwe regelgeving van de AVG (25 mei 2018).

Daartoe voeren wij drie nieuwe artikelen in tot wijziging van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen teneinde een grotere transparantie in te voeren in het gebruik van algoritmen in de administraties.

Commentaar bij de artikelen

Artikel 1

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 2

Door dit artikel worden de artikelen 9/1 en 9/2 ingevoegd, na artikel 9, in afdeling I van hoofdstuk II van het gezamenlijk decreet en ordonnantie betreffende de openbaarheid van bestuur, teneinde de transparantie met betrekking tot het gebruik van algoritmen te waarborgen door online de regels te publiceren waarin de belangrijkste algoritmische processen worden gedefinieerd die bij de uitvoering van hun missies worden gebruikt wanneer zij de basis vormen van individuele beslissingen. Bovendien informeert de bestuurlijke overheid, voor elk bestuursdocument met een individuele strekking, de persoon die het voorwerp uitmaakt van een individuele beslissing genomen op basis van een algoritmische verwerking, op diens verzoek, in begrijpelijke vorm en op voorwaarde dat geen inbreuk wordt gemaakt op door de wet beschermde geheimen.

Artikel 3

Dit artikel behoeft geen commentaar.

PROPOSITION DE DECRET ET D'ORDONNANCE

conjointes visant à modifier les décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises afin d'introduire une plus grande transparence dans l'usage des algorithmes dans les administrations

Article 1^{er}

Le présent décret et ordonnance conjoints règle une matière visée aux articles 39, 135 et 135bis de la Constitution, ainsi qu'aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Article 2

L'intitulé du chapitre 2, section I, des décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises est modifié comme suit : « Modification des décrets et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises », et il est inséré les articles 9/1 et 9/2, rédigés comme suit :

« Art. 9/1. Les administrations mentionnées à l'article 3 publient en ligne les règles définissant les traitements algorithmiques utilisés dans l'accomplissement de leurs missions lorsqu'ils fondent des décisions individuelles.

Art. 9/2. Pour tout document administratif à portée individuelle, l'administration communique à la personne faisant l'objet d'une décision individuelle prise sur le fondement d'un traitement algorithmique, à la demande de celle-ci, sous une forme intelligible et sous réserve de ne pas porter atteinte à des secrets protégés par la loi, les informations suivantes :

1. le degré et le mode de contribution du traitement algorithmique à la prise de décision ;
2. les données traitées et leurs sources ;
3. les paramètres de traitement et, le cas échéant, leur pondération, appliqués à la situation de l'intéressé ;

VOORSTEL VAN GEZAMENLIJK DECREET EN ORDONNANTIE

houdende de wijziging van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen teneinde een grotere transparantie in te voeren in het gebruik van algoritmen bij de bestuurlijke overheden

Artikel 1

Dit gezamenlijk decreet en ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in de artikelen 39, 135 en 135bis van de Grondwet, alsook in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet op grond van artikel 138 ervan.

Artikel 2

Het opschrift van hoofdstuk 2, afdeling I, van het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen, wordt gewijzigd als volgt: « wijziging van de gezamenlijke decreten en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen » en de artikelen 9/1, 9/2 worden ingevoegd, die luiden als volgt :

« Art. 9/1. De in artikel 3 bedoelde bestuurlijke overheden maken de regels tot bepaling van de voor de bij de uitoefening van hun opdrachten gebruikte algoritmische verwerkingen, wanneer deze de basis vormen voor individuele beslissingen, online bekend.

Art. 9/2. Voor elk bestuursdocument met individuele strekking deelt de bestuurlijke overheid aan de persoon die het voorwerp uitmaakt van een individuele beslissing genomen op basis van een algoritmische verwerking, op diens verzoek, in begrijpelijke vorm en op voorwaarde dat geen inbreuk wordt gemaakt op door de wet beschermde geheimen, de volgende inlichtingen mee :

1. de mate waarin en de wijze waarop de algoritmische verwerking bijdraagt tot het nemen van de beslissing ;
2. de verwerkte gegevens en hun bronnen ;
3. de verwerkingsparameters en, in voorkomend geval, de weging ervan, toegepast op de situatie van de betrokkene ;

4. les opérations effectuées par le traitement. ».

Article 3

Les présents décret et ordonnance conjoints entrent en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2022.

Céline FREMAULT (F)

4. de door de verwerking uitgevoerde bewerkingen.”.

Artikel 3

Het gezamenlijk decreet en ordonnantie treedt in werking ten laatste op 1 januari 2022.